

Aca Nexia

Membre de Nexia International
Société par Actions Simplifiée d'expertise
comptable et de commissariat aux comptes au
capital de 640 000€. RCS Paris B 331 057 406
31, rue Henri Rochefort - 75017 Paris

Acofex

Société par Actions Simplifiée d'expertise
comptable et de commissariat aux comptes au
capital de 16 000 €
RCS Créteil B 420 634 602
27, rue des Laitières – 94300 Vincennes

EuropaCorp

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2025

A l'Assemblée Générale de la société EuropaCorp,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EuropaCorp relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

2.1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} avril 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

3.1. Valorisation des films et droits audiovisuels

Votre société procède à un amortissement des œuvres cinématographiques ou audiovisuelles selon la méthode des recettes estimées tels que décrits dans la note 3.5 « Méthodes d'amortissement des films » de l'annexe. Nos travaux ont notamment consisté à vérifier que le recours à ces estimations n'a pas pour conséquence une situation de surestimation ou sous-estimation de la valeur nette comptable de ces actifs incorporels et à comparer les estimations comptables de recettes des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

3.2. Evaluation et dépréciation des Titres de participation

Les titres de participations, dont le montant net figurant au bilan au 31 mars 2025 s'établit à 13 580 977 € sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 5 de l'annexe « Immobilisations financières et créances rattachées ». Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par la direction avec les réalisations correspondantes, et à revoir les calculs effectués.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

4.1. Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

4.2. Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

5. Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

6. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans

toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris et Vincennes, le 24 juillet 2025
Les commissaires aux comptes

ACA Nexia
représenté par
Olivier Juramie et Mikael Jacques

Acofex
représenté par
Arnaud Malivoire

5. COMPTES SOCIAUX

5.1 Comptes et notes annexes

BILAN ACTIF

<i>Rubriques</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>Amort., provisions</i>	<i>31 mars 2025</i>	<i>31 mars 2024</i>
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Immobilisations incorporelles	1 334 674 514	1 308 595 938	26 078 576	20 744 726
Autres immobilisations incorporelles	305 362	305 362		
Encours immo. Incorporelles	22 381 504	14 373 422	8 008 082	4 927 641
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	349 306	203 503	145 803	141 277
Immobilisations en cours				52 125
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations	268 342 283	254 761 307	13 580 977	19 679 278
Prêts	610 000		610 000	2 290 428
Autres immobilisations financières	1 628 798	4 027	1 624 771	1 230 178
ACTIF IMMOBILISE	1 628 291 767	1 578 243 558	50 048 209	49 065 652
STOCKS ET EN-COURS				
En-cours de production de biens				
Marchandises	100 615	100 615		
Avances et acomptes versés sur commandes	2 961 966		2 961 966	3 766 456
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	24 598 301	432 131	24 166 169	24 519 276
Autres créances	38 290 808	31 592 154	6 698 654	6 267 319
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				648 880
Disponibilités	19 774 400		19 774 400	20 325 671
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	767 298		767 298	341 841
ACTIF CIRCULANT	86 493 387	32 124 900	54 368 487	55 869 444
Ecarts de conversion actif	289 016		289 016	225 546
TOTAL GENERAL	1 715 074 170	1 610 368 458	104 705 712	105 160 642

BILAN PASSIF

<i>Rubriques</i>	<i>31 mars 2025</i>	<i>31 mars 2024</i>
Capital social ou individuel (dont versé : 42 642 802)	42 642 802	41 862 290
Primes d'émission, de fusion, d'apport	269 211 258	269 991 770
Réserve légale	1 004 665	1 004 665
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	180 545	180 545
Report à nouveau	(369 221 384)	(367 072 797)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 494 054	(2 148 587)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	15 082 900	17 931 879
CAPITAUX PROPRES	(38 605 160)	(38 250 235)
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 932 554	2 093 403
Provisions pour charges	124 000	630 065
PROVISIONS	2 056 554	2 723 467
DETTES FINANCIERES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 467 015	9 423 116
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs)	37 653 515	35 591 688
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 818 589	25 484 539
Dettes fiscales et sociales	3 131 437	3 971 878
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 905 119	
Autres dettes	57 436 639	64 373 201
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	2 208 953	1 016 320
DETTES	140 621 268	139 860 741
Ecarts de conversion passif	633 050	826 669
TOTAL GENERAL	104 705 712	105 160 642

Résultat de l'exercice en centimes

2 494 054,35

Total du bilan en centimes

104 705 712,30

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	France	Exportation	31 mars 2025	31 mars 2024
Ventes de marchandises	250	10 374	10 624	15 609
Production vendue de biens				
Production vendue de services	9 905 780	23 544 161	33 449 941	31 441 510
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	9 906 030	23 554 535	33 460 565	31 457 119
Production stockée				
Production immobilisée			28 048 846	15 978 293
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			697 845	1 888 541
Autres produits			328 426	148 596
PRODUITS D'EXPLOITATION			62 535 683	49 472 549
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			6 303	3 775
Autres achats et charges externes			7 945 155	16 777 888
Impôts, taxes et versements assimilés			336 532	358 926
Salaires et traitements			4 075 087	5 651 349
Charges sociales			1 855 612	2 272 618
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			19 614 598	11 935 633
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			312 758	11 386
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			146 540	380 259
Dotations aux provisions				16 000
Autres charges			28 823 397	8 020 962
CHARGES D'EXPLOITATION			63 115 982	45 428 796
RESULTAT D'EXPLOITATION			(580 299)	4 043 753
OPERATIONS EN COMMUN				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participation			8 220 788	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			2 124 517	2 362 906
Autres intérêts et produits assimilés			(29 088)	24 185
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			344 226	917 096
Différences positives de change			528 259	104 130
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			30 139	
PRODUITS FINANCIERS			11 218 842	3 408 317
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			8 624 030	6 345 187
Intérêts et charges assimilées			3 237 220	4 482 458
Différences négatives de change			266 620	103 431
CHARGES FINANCIERES			12 127 870	10 931 076
RESULTAT FINANCIER			(909 028)	(7 522 760)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(1 489 328)	(3 479 006)

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31 mars 2025</i>	<i>31 mars 2024</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		2 845 768
Produits exceptionnels sur opérations en capital	107 454	606 833
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	8 648 437	4 723 853
PRODUITS EXCEPTIONNELS	8 755 891	8 176 453
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		366 860
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	248 356	1 177 853
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	4 944 214	5 897 501
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 192 570	7 442 214
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3 563 321	734 239
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(420 061)	(596 180)
TOTAL DES PRODUITS	82 510 415	61 057 319
TOTAL DES CHARGES	80 016 361	63 205 906
BENEFICE OU PERTE	2 494 054	(2 148 587)

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Modes et méthodes d'évaluation

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2025 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables et suivant les principes énoncés dans le guide professionnel de normalisation comptable pour les entreprises de production et de distribution de films. Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de commerce et du règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement n° 2013-03 du 5 juin 2014.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Indépendance des exercices ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

2. Comparabilité des comptes annuels

Les méthodes d'évaluation et de présentation retenues pour établir les comptes de l'exercice sont demeurées identiques par rapport à celles de l'exercice précédent.

3. Coût de production et méthodes d'amortissement des films

3.1 Concessions, brevets et droits similaires

Ce poste comprend la totalité des dépenses nécessaires à la fabrication des films et l'acquisition de droits d'exploitation cinématographiques.

En cas de production, le film n'est immobilisé que pour la quote-part de financement de la société. Les participations financières sont comptabilisées en diminution du prix de revient de l'immobilisation.

La valeur brute des films inscrite au bilan correspond au montant d'acquisition des droits incorporels et corporels lorsqu'EuropaCorp n'est pas intervenue dans la production de l'œuvre. Le coût immobilisé des films comprend

l'ensemble des coûts directs et des frais financiers engagés pour produire le film jusqu'à la fin de tournage ainsi qu'une quote-part de frais de structure directement rattachable aux productions. Les frais de personnel inclus dans les coûts des investissements concernent les salariés directement impliqués dans le processus de production.

3.2 En-cours de production

Les en-cours de production sont constitués de l'ensemble des coûts directs et des frais financiers engagés pour produire le film jusqu'à la fin de tournage, ainsi qu'une quote-part de frais de structure directement rattachables aux productions.

Le montant des frais financiers portés à l'actif au cours de l'exercice est nul. Ils sont individualisés et revus projet par projet à chaque clôture.

Une provision pour dépréciation peut être comptabilisée sur les productions en cours à la fin de l'exercice si le budget initialement prévu fait l'objet d'un dépassement significatif ou lorsque l'estimation faite par les responsables opérationnels des recettes futures est inférieure à l'investissement net à la clôture de l'exercice.

Pour des films ayant été exploités entre la clôture et l'arrêt des comptes, une provision est également constatée si l'estimation des recettes futures est inférieure à la valeur de l'investissement.

3.3 Frais préliminaires

Les frais préliminaires représentent essentiellement les frais d'acquisition de droits d'exploitation cinématographiques existants (conventions d'option) et les frais d'adaptation en vue de l'obtention d'un scénario dont le groupe envisage à moyen terme la mise en production. Ils sont individualisés et revus projet par projet à chaque clôture. Une provision pour dépréciation est alors constituée si la réalisation des projets est incertaine.

Par ailleurs, les frais préliminaires n'ayant pas abouti à une décision de tournage de film sont dépréciés au plus tard dans un délai de cinq ans à compter de leur activation. Ce principe n'est cependant pas applicable pour les projets activés depuis plus de cinq ans, lorsqu'il existe des engagements de production spécifiques ou des marques d'intérêt réelles ou lorsque la société considère que la durée de développement ne remet pas en cause la probabilité de mise en tournage à terme du projet.

3.4 Charges de production, subventions et autres concours accordés par le Centre National du Cinéma et de l'image animée et les organismes européens

Les dépenses engagées dans l'exercice pour la réalisation des films sont imputées dans les diverses rubriques par nature des charges d'exploitation.

Le coût immobilisé est enregistré dans les produits d'exploitation au poste « Production immobilisée ».

Le fonds de soutien investi dans la production de films est constaté au bilan dans un compte « Subventions d'investissement » lors de l'ordonnancement par le CNC.

Au 31 mars 2025, aucune subvention du CNC n'a été ordonnancée.

Le fonds de soutien investi dans la production de films est comptabilisé en résultat d'exploitation lors de l'obtention de l'agrément de production.

3.5 Méthodes d'amortissement des films

Le coût des films immobilisé est amorti selon les principes suivants :

- L'amortissement économique des films est pratiqué pour chaque film selon la méthode des recettes estimées, consistant à appliquer au coût du film le ratio résultant de la comparaison entre les recettes nettes acquises et les recettes nettes totales prévisionnelles de la première vie du film.
- Les recettes nettes prévisionnelles estimées sont examinées périodiquement par la Direction et ajustées, si nécessaire, en tenant compte des résultats de l'exploitation des films, de nouveaux contrats signés ou prévus, des

rapports d'expert pour les territoires internationaux et de l'évolution du marché audiovisuel à la date de clôture des comptes. Les recettes nettes prévisionnelles sont estimées sur une période de 12 ans maximum.

- Dans le cas où la valeur nette de l'investissement résultant de l'application de cette méthode est supérieure aux recettes nettes prévisionnelles, un amortissement complémentaire est constaté pour couvrir l'insuffisance des recettes.

Un amortissement dérogatoire est éventuellement pratiqué si la dotation, calculée conformément aux principes définis par l'instruction fiscale du 23 avril 1997 (4D-2-97), est supérieure à l'amortissement économique défini ci-dessus. Dans le cas contraire, lorsque la dotation calculée conformément aux principes fiscaux est inférieure à l'amortissement économique alors la fraction excédentaire de l'amortissement économique est comptabilisée en provision pour dépréciation des immobilisations et non dans un compte d'amortissement.

Sur le plan fiscal, ces provisions pour dépréciation ne sont pas déductibles.

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2025, la provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles fait apparaître :

- une dotation nette de 65 299 € correspondant à la dépréciation des films ;
- une dotation nette de 97 946 € couvrant les frais préliminaires.

L'impact total sur le résultat de l'exercice est négatif de 163 246 euros.

4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations.

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens. La société utilise le mode linéaire et les taux pratiqués sont les suivants :

Libellés	Durée	Taux
Matériel et outillage	5 à 10 ans	10 à 20%
Matériel de transport	4 à 5 ans	20 à 25%
Mobilier	3 à 10 ans	33,33 à 10%
Matériel de bureau	3 à 10 ans	33,33 à 10%
Agencements et installations	10 ans	10 %
Matériel informatique	3 ans	33,33%

Des provisions sont constituées en fonction de la dépréciation des postes de l'actif ou de la probabilité de risques ou charges au passif.

5. Immobilisations financières et créances rattachées

Les participations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'utilité de la participation et des créances rattachées à cette participation devient inférieure au coût d'acquisition. La valeur d'utilité est déterminée sur la base de différentes méthodes parmi lesquelles la quote-part d'actif net détenu, les perspectives d'avenir ou encore sur la base de l'actualisation des flux futurs de trésorerie issus des plans d'activité établis par la direction sur un horizon de 5 ans maximum.

La valeur vénale des actions propres détenues au 31 mars 2025 s'élève à 46 566 euros (99 712 actions) contre 36 244 euros (108 842 actions) au 31 mars 2024.

6. Stocks

Le stock de la société est comptabilisé au prix d'acquisition des éléments composants le stock. Au 31 mars 2025, les stocks de la société sont constitués de goodies pour un montant de 100 614 euros dépréciés à 100%.

7. Créances et provisions pour dépréciation

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Une provision pour dépréciation est constituée pour les créances qui présentent un retard inhabituel ou qui font l'objet d'un contentieux. Le pourcentage de provision est déterminé créance par créance.

Par ailleurs, une provision pour dépréciation des débiteurs divers est constituée en fonction de l'estimation du risque d'irrecouvrabilité de ceux-ci.

8. Opération en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les créances et dettes en monnaies étrangères existant à la clôture de l'exercice sont converties au cours en vigueur à cette date. La différence de conversion est inscrite au bilan aux postes « Ecart de conversion ». Dans le cadre des préconisations comptables les écarts de conversion actifs ne font l'objet d'une provision qu'en l'absence de couverture. Au cas particulier, la société bénéficie d'une couverture de change contractuelle basée sur l'achat et la vente de devises à terme complétée par une couverture de change naturelle du fait de l'existence de minimums garantis internationaux (liés à la cession des droits de distribution sur différents territoires) libellés en devises.

9. Valeurs Mobilières de Placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire s'avère inférieure au coût d'acquisition, une provision est constituée.

10. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux obligations actuelles résultant d'événements passés à l'égard des tiers dès lors qu'il est probable qu'elles provoqueront une sortie de ressources au profit de tiers sans contrepartie pour la société et que la sortie de ressources peut être évaluée de manière fiable. Le montant de ces provisions est estimé en fonction de l'appréciation des risques ou des charges existants à la date d'arrêté des comptes et ne préjugent en rien du résultat futur des procédures en cours.

Au 31 mars 2025, les provisions pour risques et charges comprennent également 1,6 million d'euros de provisions relatives aux situations nettes des filiales.

11. Reconnaissance du chiffre d'affaires

11.1 Fait générateur des recettes de production

Les recettes provenant de la cession des droits de diffusion télévisuelle aux chaînes françaises payantes et en clair sont constatées en chiffre d'affaires à la date d'obtention du « prêt à diffuser » qui correspond à l'acceptation du matériel de diffusion quel que soit la période d'ouverture des droits de diffusion.

Dans le cadre des contrats de ventes « multi-droits » permettant l'exploitation d'un film sur un territoire concerné par le biais de multiples canaux de distribution, y compris en salles, sur le marché de la vidéo, à la télévision et, dans certains cas, en VOD, les revenus correspondants sont comptabilisés en chiffre d'affaires lors de la livraison physique, auprès du distributeur local, et dès lors que les droits d'exploitation sont ouverts pour le distributeur local.

Lorsqu'un seul et même contrat conclu avec un distributeur étranger prévoit différentes étapes de livraisons auxquelles sont associés des prestations et des revenus correspondants déterminables (minimum garantis en général), distincts, dissociables et acquis à EuropaCorp au moment de ces livraisons, le revenu correspondant à chaque livraison est alors comptabilisé dès lors que les livraisons successives sont réalisées et acceptées par le distributeur étranger.

Les éventuels montants à recevoir au-delà des minimum garantis ne sont constatés en revenus que lorsqu'ils sont définitivement acquis, c'est-à-dire dès lors que leur montant a été confirmé par écrit par le distributeur local.

Tout contrat conclu avant une livraison donne lieu à la comptabilisation, au passif de « Produits constatés d'avance » si un revenu a été facturé, ou en engagements hors bilan reçus, si aucune facture n'a encore été émise, jusqu'à ce que la livraison concernée soit réalisée.

11.2 Fait générateur du chiffre d'affaires de la production exécutive

Les commissions perçues par EuropaCorp au titre de son rôle de producteur exécutif sont reconnues en revenus en fonction du taux d'avancement constaté sur chaque production concernée, à la date de clôture des comptes. Tant que toutes les conditions de reconnaissance décrites ci-dessus ne sont pas remplies, les revenus demeurent inscrits en produits constatés d'avance, dans le poste « Autres dettes ».

12. Impôts sur les bénéfices

12.1 Intégration fiscale

La société EuropaCorp a opté pour le régime de l'intégration fiscale depuis le 1^{er} avril 2007 avec ses filiales :

- EuropaCorp Home Entertainment,
- EuropaCorp Distribution,
- EuropaCorp TV,
- EuropaCorp Aéroville,
- Blue Event,
- EuropaCorp Television,
- Valérian Holding,
- T5 Production,
- Orchestra.

Les filiales verseront à la société EuropaCorp, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé leur résultat et/ou leur plus-value nette à long terme de l'exercice si elles avaient été imposables distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont les filiales auraient bénéficié en l'absence d'intégration.

A la clôture d'un exercice déficitaire, les filiales ne seront titulaires à raison de cette situation d'aucune créance sur la société EuropaCorp, et ce même dans le cas où cette dernière disposerait d'une créance envers l'Etat au titre du report en arrière du déficit d'ensemble. L'économie d'impôt résultant de l'application du régime de fiscalité de groupe, égale à la différence entre la somme des impôts payés par les sociétés intégrées à la société intégrante et l'impôt calculé sur le résultat d'ensemble et qui sera effectivement versé au Trésor Public par la société intégrante sera définitivement acquis à la société intégrante. Cette économie est de 420 milliers d'euros sur l'exercice arrêté au 31 mars 2025.

12.2 Crédit d'impôt cinéma

Le mécanisme du crédit d'impôt bénéficie aux entreprises de production assumant les fonctions d'entreprises de production déléguées, soumises à l'impôt sur les sociétés et pour les œuvres cinématographiques de longue durée de fiction, de documentaire et d'animation remplissant diverses conditions, comme le fait (i) d'être réalisées principalement en langue française, (ii) d'avoir obtenu l'agrément des investissements et celui de production, (iii) d'être principalement réalisées sur le territoire français et (iv) de contribuer au développement de la création cinématographique française et européenne ainsi qu'à sa diversité. L'ouverture au bénéfice du crédit d'impôt est par ailleurs soumise à une procédure d'agrément devant le CNC.

Le crédit d'impôt s'élève à 30% du montant des dépenses dites éligibles et ne peut représenter plus de 80% du budget de production. Au 31 mars 2025 au titre de ce mécanisme, EuropaCorp n'a pas comptabilisé de crédit d'impôt.

13. Autres informations

Un accord de participation Groupe au périmètre de l'UES EuropaCorp est en place depuis 2004. Aucune provision pour la réserve spéciale de participation n'a été comptabilisée au 31 mars 2025 (montant nul au 31 mars 2024).

Par jugement en date du 24 juillet 2020, le Tribunal de Commerce de Bobigny a arrêté le plan de sauvegarde de la Société. La durée de ce dernier a été prolongée de 2 années supplémentaires par jugement du Tribunal du 16 mars 2021, de sorte que l'apurement des dettes qui y sont inscrites est prévu en 2029.

14. Clause de défaut ou « Covenant »

Les besoins de trésorerie du Groupe sont couverts par ses flux de trésorerie d'exploitation, complétés par des autorisations de découverts, des mobilisations de contrats de vente et des crédits de production spécialisés.

Dans le cadre normal de l'activité, le Groupe est exposé à des risques de taux, de change, de liquidité ou encore de crédits susceptibles d'avoir un impact sur sa situation nette.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

1. Evènements significatifs de l'exercice

1.1 Principaux films

- *Sortie en salle du film Weekend à Taipei*

Le film *Weekend à Taipei*, écrit par Luc Besson et réalisé par George Huang, avec Luke Evans et Gwei Lun Mei, est sorti le 25 septembre 2024 en France et a réalisé près de 110 000 entrées. Il est sorti aux Etats-Unis sur un nombre restreint d'écrans en mars 2025, distribué par la société Ketchup Entertainment.

- *Production et livraison du film Dracula*

Le film *Dracula*, écrit et réalisé par Luc Besson avec Caleb Landry Jones, Christoph Waltz et Zoë Bleu dans les rôles principaux, sortira le 30 juillet 2025 en France.

Au XV^{ème} siècle, le Prince Vladimir renie Dieu après la perte brutale et cruelle de son épouse. Il hérite alors d'une malédiction : la vie éternelle. Il devient Dracula. Condamné à errer à travers les siècles, il n'aura plus qu'un seul espoir : celui de retrouver son amour perdu.

Il est produit par LBP en coproduction avec EuropaCorp, et distribué en France par SND.

Il a été livré dans de nombreux territoires au 31 mars 2025.

1.2 Augmentation de capital

A la suite de la décision prise le 15 juillet 2021 par le Conseil d'administration d'EuropaCorp, faisant usage d'une autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 28 septembre 2020, de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés et mandataires sociaux, le Conseil d'administration a constaté, en date du 17 septembre 2024, à la suite de l'Assemblée Générale du Groupe, la réalisation des conditions d'attribution et en conséquence l'émission de 2.295.623 actions nouvelles de trente-quatre (34) centimes d'euro chacune de valeur nominale.

Le capital social de la Société a ainsi été porté à 42.642.802,04 euros, divisé en 125.420.006 actions de trente-quatre (34) centimes d'euro de valeur nominale chacune.

2. Evènements postérieurs à la clôture

N/A

SÛRETÉS

Liste des sûretés consenties au profit de J.P. Morgan Chase Bank N.A. dans le cadre de la ligne de crédit principale conclue le 21 octobre 2014

En garantie de cette ligne de crédit conclue avec J.P. Morgan le 21 octobre 2014, EuropaCorp et certaines de ses filiales (EuropaCorp Distribution, EuropaCorp Home Entertainment) ont consenti des garanties de premier rang sur l'intégralité de leurs actifs.

EuropaCorp a ainsi signé, le 21 octobre 2014, en faveur des prêteurs des garanties personnelles de premier rang des engagements de la société EuropaCorp Films USA, Inc. au titre de la ligne de crédit et, à titre de garantie de cette garantie personnelle :

- *des garanties autonomes à première demande de premier rang ;*
- *des nantissements de premier rang de comptes d'instruments financiers relatifs aux actions des filiales suivantes :*
 - o *EuropaCorp Home Entertainment S.A.S.*
 - o *EuropaCorp Distribution S.A.S.*
 - o *EuropaCorp Films USA, Inc. (nantissement de droit américain)*
 - o *EuropaCorp Aéroville S.A.S*
 - o *EuropaCorp Television S.A.S.*
- *des nantissements de premier rang sur tous ses comptes bancaires existants ou futurs ;*
- *des nantissements de premier rang de créances sur les prêts ou avances intragroupes sous toutes leurs formes ;*
- *des nantissements cinématographiques de premier rang portant sur les droits corporels et incorporels des films cinématographiques de son catalogue des délégations de recettes cinématographiques de premier rang portant sur les recettes générées par les films cinématographiques de son catalogue ;*
- *des gages de premier rang sur les éléments corporels des films cinématographiques conservés dans les laboratoires hors de France ;*
- *des nantissements de premier rang de toutes les marques dont elle est propriétaire ;*
- *des délégations d'assurance de premier rang couvrant toutes les polices d'assurance sauf polices erreur et omission et polices dommages de tiers ;*
- *des nantissements de premier rang sur son fonds de commerce ;*
- *des contrats de nantissement de premier rang (pledgeholder agreement) de droit américain avec le laboratoire Eclair ;*

Les filiales EuropaCorp Distribution, et EuropaCorp Home Entertainment ont également signé, le 22 octobre 2014, en faveur des prêteurs des garanties personnelles de premier rang des engagements de la société EuropaCorp Films USA, Inc. au titre des lignes de crédit et, à titre de garantie de cette garantie personnelle :

- *des garanties autonomes à première demande de premier rang ;*
- *des nantissements de premier rang sur leurs fonds de commerce ;*
- *des nantissements de premier rang sur tous leurs comptes bancaires existants ou futurs ;*
- *le cas échéant, des nantissements de premier rang de comptes d'instruments financiers relatifs aux actions des participations qu'elles détiennent ;*
- *le cas échéant, des nantissements cinématographiques de premier rang portant sur les droits corporels et incorporels des films cinématographiques de leur catalogue ;*
- *le cas échéant, des délégations de recettes cinématographiques de premier rang portant sur les recettes générées par les films cinématographiques de leur catalogue ;*
- *le cas échéant, des délégations de recettes SACEM.*

S'agissant du film de long-métrage « Valérian et la Cité des mille planètes » financé par le pool bancaire en dehors de la ligne de crédit renouvelable, la filiale Valerian Holding SAS a consenti le 19 janvier 2018 :

- *le cas échéant, un nantissement de comptes d'instruments financiers de premier rang relatifs aux actions des participations qu'elles*

détiennent ;

- *le cas échéant, des nantissements sur tous leurs comptes bancaires existants ou futurs de premier rang ;*
- *le cas échéant, des nantissements cinématographiques de premier rang portant sur les droits corporels et incorporels du film « Valérian et la Cité des mille planètes » ;*
- *le cas échéant, des délégations de recettes cinématographiques de premier rang portant sur les recettes générées par le film « Valérian et la Cité des mille planètes ».*

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées ayant fait l'objet d'un engagement hors bilan ou contractés au profit des dirigeants

La méthode utilisée pour calculer les engagements au titre des indemnités de fin de carrière est celle des « Unités de crédit projetées ».

Cette méthode consiste à déterminer la valeur des prestations futures probables et actualisés de chaque salarié au moment de son départ en fin de carrière.

Les modalités de départ en retraite des salariés ont été modifiées par la loi du 9 novembre 2010 portant sur la réforme des retraites.

Age moyen des départs en retraite : 64 ans

Taux de charges sociales : 45%

Taux d'actualisation : 3,7%

Taux progression des salaires : 3%

Taux de rotation : 10%

Le montant de l'engagement hors bilan à la clôture de l'exercice s'élève à 584 692 euros.

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisitions, apports
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 329 216 328		28 385 807
<i>Dont composants</i>			
Construction, installations générales, agencements			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements divers	20 080		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	277 656		52 345
Immobilisations corporelles en cours	52 125		28 814
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	349 860		81 159
Autres participations	268 342 283		
Prêts et autres immobilisations financières	3 530 398		651 164
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	271 872 681		651 164
TOTAL GENERAL	1 601 438 870		29 118 130

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		240 755	1 357 361 380	
Construction, installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements divers			20 080	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		774	329 226	
Immobilisations corporelles en cours		80 939		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		81 714	349 306	
Autres participations			268 342 283	
Prêts et autres immobilisations financières		1 942 764	2 238 798	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 942 764	270 581 082	
TOTAL GENERAL		2 265 232	1 628 291 767	

AMORTISSEMENTS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 289 260 765	19 567 514		1 308 828 279
Construction, installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers	897	2 008		2 905
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	155 562	45 075	39	200 598
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	156 459	47 083	39	203 503
TOTAL GENERAL	1 289 417 224	19 614 598	39	1 309 031 782

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fisc. exception.	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fisc. exception.	
AUT. INC. Construct.			4 842 705			7 691 684	(2 848 979)
CORPOREL.							
TOTAL			4 842 705			7 691 684	(2 848 979)

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice

CREANCES ET DETTES

<i>ETAT DES CREANCES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Prêts	610 000	610 000	
Autres immobilisations financières	1 628 798	1 628 798	
Clients douteux ou litigieux	484 325	484 325	
Autres créances clients	24 113 975	24 113 975	
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	6 966	6 966	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 446 432	2 070 063	376 369
Etat, autres collectivités : créances diverses	500 434	500 434	
Groupe et associés	33 551 092	33 551 092	
Débiteurs divers	1 785 883	1 785 883	
Charges constatées d'avance	767 298	767 298	
TOTAL GENERAL	65 895 205	65 518 836	376 369
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	1 680 428		

<i>ETAT DES DETTES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an, -5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	11 467 015	2 183 744	9 283 271	
Emprunts et dettes financières divers	97 583	4 001	93 582	
Fournisseurs et comptes rattachés	20 818 589	18 042 919	2 775 670	
Personnel et comptes rattachés	790 270	783 622	6 648	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	687 353	670 302	17 052	
Etat : impôt sur les bénéfices	131 396	131 396		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 060 498	1 043 469	17 029	
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	461 920	310 436	151 484	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 905 119	7 905 119		
Groupe et associés	37 555 933	37 555 933		
Autres dettes	57 436 639	12 181 765	45 254 875	
Produits constatés d'avance	2 208 953	2 208 953		
TOTAL GENERAL	140 621 268	83 021 657	57 599 611	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Amortissements dérogatoires	17 931 879	4 842 705	7 691 684	15 082 900
PROVISIONS REGLEMENTEES	17 931 879	4 842 705	7 691 684	15 082 900
Provisions pour litiges	630 065	30 000	536 065	124 000
Provisions pour pertes de change	226 477	289 016	226 477	289 016
Autres provisions pour risques et charges	1 866 926	71 509	294 897	1 643 538
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 723 467	390 525	1 057 438	2 056 554
Dépréciations immobilisations incorporelles	14 283 197	312 758	149 512	14 446 442
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres de participation	248 663 006	6 098 301		254 761 307
Dépréciations autres immobilis. financières	9 792	4 027	9 792	4 027
Dépréciations stocks et en cours	100 615			100 615
Dépréciations comptes clients	658 329	146 540	372 738	432 131
Autres dépréciations	29 467 424	2 232 686	107 957	31 592 154
DEPRECIATIONS	293 182 362	8 794 312	639 999	301 336 675
TOTAL GENERAL	313 837 708	14 027 542	9 389 121	318 476 129
Dotations et reprises d'exploitation		459 298	396 459	
Dotations et reprises financières		8 624 030	344 226	
Dotations et reprises exceptionnelles		4 944 214	8 648 437	

PROVISIONS

<i>Rubriques</i>	<i>Situation et mouvements</i>				
	<i>Provisions au début de l'exercice</i>	<i>Augmentations dotations de l'exercice</i>	<i>Diminutions</i>		<i>Provisions à la fin de l'exercice</i>
			<i>Montants utilisés au cours de l'exercice</i>	<i>Montants non utilisés repris au cours de l'exercice</i>	
Provision sur situation nette	1 866 926	71 509		294 896	1 643 539
Provision pour risque de change	226 477	289 016		226 477	289 016
Provisions pour litiges	630 065	30 000		536 065	124 000
TOTAL	2 723 468	390 525		1 057 438	2 056 555

DETAIL DES CHARGES A PAYER

Au 31 mars 2025

Charges à payer	36 072 597.48 €
Dettes fournisseurs comptes rattachés	14 668 234.51 €
Dettes sur immobilisations	7 905 119.31 €
Dettes fiscales et sociales	1 338 474.52 €
Intérêts courus sur découvert	11 467 014.99 €
Autres dettes	693 754.15 €
Total des charges à payer	36 072 597.48 €

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

Au 31 mars 2025

Produits à recevoir	13 931 693.02 €
Clients et comptes rattaches	13 833 777.01 €
Banques, établissements financiers	97 916.01 €
Total des produits à recevoir	13 931 693.02 €

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

<i>Nature des charges</i>	<i>Montant</i>
Cession d'actifs corporels et incorporels	241 490
Pertes sur rachat d'actions propres	6 865
Provisions pour risques et charges	30 000
Amortissements dérogatoires	4 842 705
Provisions pour situation nette négative des filiales	71 509
TOTAL	5 192 570

<i>Nature des produits</i>	<i>Montant</i>
Cession d'actifs corporels et incorporels	99 343
Gains sur rachat d'actions propres	8 110
Reprise de Provisions pour risques et charges	520 064
Reprise de Provisions pour dépréciation	141 791
Amortissements dérogatoires	7 691 684
Reprise de Provisions pour situation nette négative des filiales	294 896
TOTAL	8 755 891

TRANSFERTS DE CHARGES

<i>Nature des transferts</i>	<i>Montant</i>
Transferts de frais généraux aux films	301 386
Frais sur projets mis en production	
TOTAL	301 386

INCIDENCES DES EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES

<i>Rubriques</i>	<i>Dotation</i>	<i>Reprise</i>	<i>Montant</i>
RESULTAT DE L'EXERCICE			2 494 054
Impôt sur les bénéfices			
RESULTAT AVANT IMPOT			2 494 054
PROVISIONS REGLEMENTEES	4 842 705	7 691 684	(2 848 979)
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			(354 925)

ENGAGEMENTS FINANCIERS

<i>Engagements donnés</i>						
<i>Catégories d'engagements</i>	<i>Total</i>	<i>Au profit</i>				
		<i>Dirigeants</i>	<i>Filiales</i>	<i>Participations</i>	<i>Autres entreprises liées</i>	<i>Autres</i>
Loyer	956 639					956 639
TOTAL	956 639					956 639

<i>Engagements reçus</i>						
<i>Catégories d'engagements</i>	<i>Total</i>	<i>Accordés par</i>				
		<i>Dirigeants</i>	<i>Filiales</i>	<i>Participations</i>	<i>Autres entreprises liées</i>	<i>Autres</i>
Ventes TV	1 577 800					1 577 800
TOTAL	1 577 800					1 577 800

<i>Engagements réciproques</i>						
<i>Catégories d'engagements</i>	<i>Total</i>	<i>Dirigeants</i>	<i>Filiales</i>	<i>Participations</i>	<i>Autres entreprises liées</i>	<i>Autres</i>
TOTAL						

REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

<i>En milliers d'euros</i>	<i>31 mars 2025</i>	<i>31 mars 2024</i>
Impôt sur le résultat courant	0	0
Impôt sur résultat exceptionnel à court terme	0	0
Effet de l'intégration fiscale	420	596
Crédit d'impôt Cinéma	0	0
Autres charges d'impôt	0	0
Autres crédits d'impôt		
Total	420	596

SYNTHESE DE LA SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

(en milliers d'euros)	Base			
	31 mars 2025		31 mars 2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
I. DECALAGES CERTAINS OU EVENTUELS				
Charges non déductibles temporairement				
A déduire l'année suivante				
- participation des salariés	0		0	
- Organic	32		83	
A déduire ultérieurement				
- provisions dépréciation films	14 446		14 283	
- provisions pour risques et charges	30		516	
- provisions clients & stocks	381		607	
- provision pour perte de change	289		226	
- autres	197		192	
Produits non taxables temporairement				
Charges déduites (ou produits imposés) fiscalement et non encore comptabilisées				
- Ecart de conversion actif		289		226
- Ecart de conversion passif	633		827	
- Amortissements films		401		165
Total	16 009	690	16 735	390
II. ELEMENTS A IMPUTER				
Déficits reportables fiscalement	231 362		232 888	

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		(38 250 235)
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		(38 250 235)
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		780 512
Variations des primes liées au capital	780 512	
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	2 848 979	
Résultat de l'exercice		2 494 054
SOLDE	354 925	
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		(38 605 161)

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	A la clôture de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	125 420 006	2 295 623		0,34

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN MILLIERS D'EUROS

	<i>Chiffre d'affaires France</i>	<i>Chiffre d'affaires Export</i>	<i>Total 31/03/2025</i>	<i>Total 31/03/2024</i>	<i>% 2025/2024</i>
Activité de Productions de films (la société n'a qu'un seul secteur d'activité)	9 906	23 555	33 461	31 457	6.37%
TOTAL	9 906	23 555	33 461	31 457	6.37%

EFFECTIF MOYEN

<i>Effectifs moyens</i>	<i>Personnel salarié</i>	<i>Personnel à disposition de l'entreprise</i>
Cadres au 31 mars 2025	24	
Non cadres au 31 mars 2025	3	
TOTAL	27	

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

<i>Rubriques</i>	<i>Total dirigeants</i>	<i>Organes</i>		
		<i>Administration</i>	<i>Direction</i>	<i>Surveillance</i>
Engagements financiers Rémunérations allouées	955 782	82 857	872 925	
<i>Conditions de prêts consentis au cours de l'exercice :</i>				
<i>Remboursements opérés pendant l'exercice :</i>				

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux propres	Q.P. détenue Divid. Encaiss.	Val. Brute Titres Val. Nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
EuropaCorp Télévision	113 233	95,2	7 975 136		776 378
69 Boulevard Haussmann - 75008 Paris	16 438 286		7 975 136		97 717
EuropaCorp TV	37 000	100	37 000		-
69 Boulevard Haussmann - 75008 Paris	- 395 623			-	19 246
EuropaCorp Aéroville	1 000	100	1 000		-
69 Boulevard Haussmann - 75008 Paris	- 15 679 832			-	726 578
Orchestra	1 000	100	1 000		-
69 Boulevard Haussmann - 75008 Paris	- 39 757	550 000	1 000	-	80 437
Blue Event	10 000	95	9 500		-
69 Boulevard Haussmann - 75008 Paris	- 7 179 993			-	333 524
Valérien Holding	7 294 000	100	7 294 000		25 965
69 Boulevard Haussmann - 75008 Paris	- 69 216				36 447
EC Films USA	9 382	100	220 395 966		1 782 731
21650 Oxnard Street, Suite 2400, Woodla	1 055 515	7 670 788	5 597 141		837 298
EuropaCorp Finance LLC	81	100	81		-
68 South Service Rd, Suite 120, Melville	- 163 897		-	-	40 841
EuropaCorp Distribution	45 000	100	32 620 900		159 566
69 Boulevard Haussmann - 75008 Paris	4 633 047			-	279 387
EuropaCorp Home Entertainment	38 500	100	7 700		955 098
69 Boulevard Haussmann - 75008 Paris	105 997		7 700		39 642
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					

DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Au 31 mars 2025

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	767 298
48600000 CCA FRAIS SOCIETE	406 167
4866xxx CCA FILMS	361 131
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	(2 208 953)
487xxxxx PCA FRAIS SOCIETE	0
487xxxxx PCA FILMS	(2 208 953)